

PROCÉDURE PÉNALE**Séance 12 - Les voies de recours**

I. Les voies de recours ordinaires.....	2
A) L'appel.....	2
1) <i>L'appel devant la Chambre des appels correctionnels de la cour d'appel</i>	<i>2</i>
a) Les conditions de l'appel.....	2
b) Les modalités de l'appel	2
c) L'appel devant la Cour d'assises d'appel	3
B) L'opposition.....	4
1) <i>Les conditions.....</i>	<i>4</i>
2) <i>Les effets</i>	<i>5</i>
II. Les voies de recours extraordinaires.....	5
A) La cassation.....	5
1) <i>Les conditions.....</i>	<i>6</i>
2) <i>La décision.....</i>	<i>7</i>
B) La révision et le réexamen.....	7
1) <i>Les conditions de fond de la révision et du réexamen.....</i>	<i>8</i>
2) <i>La procédure de révision et de réexamen.....</i>	<i>8</i>

I. Les voies de recours ordinaires

A) L'appel

1) *L'appel devant la Chambre des appels correctionnels de la cour d'appel*

a) Les conditions de l'appel

En matière correctionnelle, l'appel est recevable (**art. 496 CPP**) qu'il soit interjeté par celui qui a été condamné par le ministère public, par la partie civile quant à ses intérêts civils par la personne civilement responsable quant aux intérêts civils ou par les administrations publiques lorsqu'elles exercent l'action publique (**art. 497 CPP**).

En matière contravention, le procureur de la République, le procureur général et l'officier du ministère public près le tribunal de police, la personne civilement responsable et la personne condamnée ne peuvent interjeter appel

- pour les contraventions de 5^e classes (**art. 546 CPP**) ;
- si une condamnation a des dommages-intérêts a été prononcée (**art. 546 al.2 CPP**) ;
- en cas de suspension du permis de conduire et si l'amende est supérieure au maximum prévu pour les contraventions de 2^e classe soit 150 €.

b) Les modalités de l'appel

En **principe**, le délai pour faire appel est de **10 jours** (**art. 498 al 1 CPP**).

Le point de départ est reculé **au jour de l'assignation**, lorsque le jugement a été rendu dans les cas suivants :

- Contre une partie qui n'était pas présente ou représentée à l'audience ou le jugement a été rendu (**art. 498 al.2 CPP**) :

- Lorsque le prévenu n'a pas comparu dans les cas prévus par le 5^e alinéa de l'article 411 lorsque l'avocat n'était pas présent.

L'affaire se trouve déferée au juge d'appel, chambre des appels correctionnels (**art. 503 CPP**). C'est ce qu'on appelle **l'effet dévolutif de l'appel**. Les demandes nouvelles sont interdites en appel, mais elle peut requalifier les faits ou examiner des moyens nouveaux.

Cet effet subit des atténuations :

- Concernant les aspects du jugement pour l'appelant :
 - + L'appel du ministère public ne peut concerner que l'action publique à l'inverse, l'appel interjeté par la partie civile/ le responsable civile/ l'assureur est limité aux **intérêts civils**. Le prévenu peut faire appel tant sur l'action publique que civile.
 - + Si la limitation de la portée de l'appel sur l'action publique aux peines prononcées n'a pas été faite par l'avocat du prévenu ou par le prévenu en présence de son avocat, le prévenu peut revenir sur cette limitation à l'audience
- La juridiction possède un **droit d'évocation** lorsqu'elle annule le jugement suite à une violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité. Dans cette situation, elle statue au fond. Sauf lorsqu'elle annule pour incompétence ou si les juges du 1^{er} ressort ont été irrégulièrement saisis.

La Cour d'appel ne peut aggraver la situation de l'appelant.

c) L'appel devant la Cour d'assises d'appel

Les arrêts d'assises qui peuvent faire l'objet d'un appel :

- **Les arrêts de condamnation rendus par la Cour d'assises en 1^{er} ressort ;**
- **Les arrêts d'acquittement sur l'initiative du seul procureur général.**

L'accusé doit comparaître devant la cour d'assises statuant en appel dans un délai d'un an à compter : soit de l'appel, soit de la date à laquelle l'accusé a été placé

ultérieurement en détention provisoire en application de la décision rendue en 1^{er} ressort, si l'accusé est détenu.

À titre exceptionnel, le président de la chambre de l'instruction peut lorsque l'audience sur le fond ne peut se tenir avant l'expiration de ce délai, **ordonner la prolongation de la détention** pour une nouvelle durée de 6 mois par une décision mentionnant les raisons de fait ou de droit faisant obstacle au jugement de l'affaire.

B) L'opposition



Définition : C'est une voie de recours ordinaire et de rétractation contre les jugements ou arrêts rendus par défaut en matière correctionnelle et de police.

L'idée c'est que nul ne peut être condamné sans avoir été entendu.

1) Les conditions

La condition principale pour envisager une opposition est l'existence d'un **cas de défaut (art. 410 al1 CPP)**.

Les conditions :

- L'opposition implique que la décision porte atteinte aux intérêts de la personne qui ne s'est pas présentée, autrement dit il ne peut s'agir d'une décision de relaxe ;
- La décision ne doit pas avoir été frappée d'appel ;

Toute partie, sauf le ministère public, peut former opposition (**art.493 CPP**).



Attention : Le point de départ du délai est variable :

- le jour de la signification de la décision à la personne condamnée
- le jour où le condamné a eu connaissance effective de la décision par acte d'exécution ou par lettre recommandée avec avis de réception en cas de signification faite à domicile, mairie ou Parquet.

Deux conditions de formes :

- L'opposant n'est pas détenu, le ministère public doit en être informer, il lui incombe la charge de la porter à la connaissance de la partie civile par lettre recommandée avec avis de réception. Pour le Parquet, l'opposant peut l'informer pour faire une simple déclaration verbale.
- L'opposant est détenu, l'opposition peut se faire au moyen d'une simple déclaration auprès du chef de l'établissement pénitentiaire.

2) Les effets

Elle possède un effet suspensif (**art. 489 CPP**) et un effet extinctif. Le jugement est anéanti il est « non avenu dans toutes ses dispositions » (**art. 489CPP**). Exception relative au mandat d'arrêt, provision

Elle ne peut anéantir les chefs de la décision sur lesquels il y a eu relaxe.

II. Les voies de recours extraordinaires

Les voies de recours sont la cassation ainsi que la révision, et le réexamen.

A) La cassation



Définition : La Cour de cassation a pour fonction d'assurer une interprétation uniforme du droit pour éviter que le gain d'un procès ne dépende de la juridiction territoriale compétente.



À retenir : La Cour de cassation est saisie par un pourvoi.

La Cour de cassation n'est pas un nouveau degré de juridiction.

Elle ne rend pas de décision d'exécutoire, elle ne peut qu'apprécier la valeur des décisions qui lui sont déférées.

Elle estime que :

- Soit la décision a été bien rendue par la juridiction compétente en dernier ressort et rejeter le pouvoir ;
- Soit la décision a été mal rendue, la casser et renvoyer ou non devant une autre juridiction qui va rejurer l'affaire.

Elle ne réexamine pas les faits. Elle ne rejuge que le droit.

La Cour de cassation est composée de chambres : trois chambres civiles, une chambre commerciale, une chambre sociale et une chambre criminelle. Elle peut être réunie pour les affaires relevant des attributions de plusieurs chambres. L'Assemblée plénière lorsque l'affaire pose une question de principe ou en cas de second pourvoi pour la même affaire et sur les mêmes moyens.

1) Les conditions

Le pourvoi en cassation n'est envisageable qu'à condition que le demandeur ait été partie au procès et qu'il ait intérêt un pouvoir (**art. 567 CPP**). La Cour de cassation refuse d'accueillir les moyens nouveaux.

Il existe une procédure de pourvoir en cassation dans l'intérêt de la loi qui tend à empêcher les erreurs de droit perpétuent et ainsi assure une unité de la juridiction (**art. 621 CPP**).

Le délai du pourvoi en cassation est de 5j à compter du lendemain du prononcé de la décision. Par **exception**, le délai peut courir à compter de la signification (**art. 568 CPP**).

Le pourvoir a un effet **suspensif** (**art. 569 CPP**) et un effet **dévolutif**.

2) La décision

Elle doit statuer dans un délai minimum de 10j (**art. 604 al.1 CPP**).

La Cour de cassation peut rendre :

- soit un arrêt de rejet
- soit un arrêt de cassation
- sans renvoi

B) La révision et le réexamen

La procédure peut aboutir à une erreur de fait.

Si l'erreur a entraîné la condamnation d'un innocent, la révision est en sa faveur, elle est possible. A l'inverse, dès que la révision « défavorable », elle est impossible.

Il est possible qu'une personne condamnée demande **le réexamen** de sa condamnation définitive à la suite d'une décision de la CEDH constatant une violation de la CESDH. Celle-ci est pratiquement identique à la révision.

1) Les conditions de fond de la révision et du réexamen

L'**article 622 du CPP** indique que « la révision d'une décision pénale définitive peut être demandée au bénéfice de toute personne reconnue coupable d'un crime ou d'un délit ». Autrement dit, la décision qui tend à être révisée doit être irrévocable, elle suppose une affirmation de la culpabilité. Le recours est ouvert en faveur des majeurs, mais également des mineurs. Il est exclu en matière de contraventions.

Le réexamen d'une décision pénale définitive peut être demandé au bénéfice de toute personne reconnue coupable d'une infraction, mais :

- il fait suite à un arrêt de la CEDH dont la condamnation a été prononcée en violation de la CESDH et des libertés fondamentales,
- la violation constatée doit entraîner pour le condamné, des conséquences dommageables en application de l'**article 41 de la Convention**.

Le réexamen peut être demandé en un délai d'un an à compter de la décision de la CEDH. Dans les mêmes conditions qu'un pourvoi en cassation (**art. 622-1 CPP**).

2) La procédure de révision et de réexamen

La liste des personnes pouvant agir **révision ou le réexamen** est énoncée à l'article **622-2 Code de procédure pénale**.

La commission d'instruction des demandes de révisions et de réexamen se prononce sur **la recevabilité de la demande** (**art. 624 CPP**). Si la demande est irrecevable, le président de la commission peut la rejeter par une ordonnance motivée non susceptible de recours (**art. 624 CPP**).

La commission d'instruction statue par **décision motivée non susceptible de recours**.

La formation de jugement de la cour examine la demande au fond au cours d'une audience publique, durant laquelle sont recueillies les observations écrites ou orales.

À l'issue de l'audience, la formation de jugement statue, par un arrêt motivé non susceptible de recours (**art. 624-7 CPP**) :

- elle rejette la demande si elle l'estime mal fondée,
- elle annule la condamnation prononcée, si elle estime la demande fondée.

Les effets de la révision et du réexamen : la condamnation est **rétroactivement effacée**.

La loi a organisé : une indemnisation du **préjudice matériel et moral causé par la condamnation** (**art. 626-1 CPP**) et une **réparation morale**, si le demandeur le requiert.